

# Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

*Date de la contribution : 24/05/2024*

## Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

**Question 1 :** Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

ELE est favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB).

Néanmoins, il conviendrait de prévoir une dérogation aux GRD de rang 1 vis-à-vis de RTE et les GRD de rang 2 vis-à-vis d'un GRD de rang 1, qui ne sont pas des consommateurs finals. Notamment, des règles spécifiques existent déjà s'agissant des relations entre RTE et les GRD sur l'évolutivité de la puissance de raccordement au soutirage des distributeurs, via la définition par RTE d'un taux de croissance moyen annuel (TCMA) reflétant l'évolution des consommations (voir la DTR de RTE, Chapitre 1, Article 1.3, Puissance de raccordement et dimensionnement du raccordement des GRD).

## Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

**Question 2 :** Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

ELE est favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement. Toutefois, nous avons deux remarques à formuler pour l'améliorer.

En premier lieu, en l'état actuel de la formule, un client ayant une puissance de soutirage maximale inférieure à sa puissance souscrite maximale sur une période N (autrement dit, un client ne réalisant pas de dépassement de sa puissance souscrite) verrait sa nouvelle puissance de raccordement ajustée à un niveau inférieur à sa puissance souscrite. Cette situation serait aberrante en termes d'incitation et de coûts de réseau car, même si l'utilisateur n'utilise pas totalement sa puissance souscrite, il paye chaque année via le TURPE pour pouvoir en disposer. Il est donc nécessaire que si la puissance de soutirage maximale est inférieure à la puissance souscrite maximale sur une période N, alors la puissance de raccordement adaptée soit égale à 110 % de la puissance souscrite maximale.

En second lieu, nous nous interrogeons sur la pertinence du coefficient de 110 %, étant donné que si la puissance de raccordement adaptée vient à représenter seulement 110 % de la puissance soutirée ou souscrite maximale, alors il y a un risque que la puissance de raccordement adaptée soit rapidement dépassée à l'avenir, ce qui induirait une nouvelle modification de la puissance de raccordement. Une valeur plus élevée, par exemple 120 % de la puissance soutirée ou souscrite maximale, pourrait être plus idoine.

**Question 3 :** Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

S'agissant de la période de deux ans applicable aux réseaux publics de distribution, ELE propose plutôt une période de trois ans. Pour des sites industriels de taille importante, deux années peuvent s'avérer trop courte lors d'une création de site puisque la montée en charge dure fréquemment entre trois et cinq ans. Par ailleurs, il convient de se prémunir d'effets de baisse conjoncturelle de consommation liées à une crise, qu'elle soit de nature externe (crise sanitaire, tension sur des matières premières, etc.) ou interne (redressement, perte d'un client important, etc.) à l'activité du client.

**Question 4 :** Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?



l'énergie locale, ensemble

ELE est défavorable à ce que la puissance de raccordement, une fois modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau. En effet, effectuer un tel calcul pour l'ensemble des clients HTA engendrerait une charge de gestion trop importante pour les GRD. Globalement, ELE propose que le mécanisme soit à la discrétion des GRD, selon les modalités énoncées ci-dessous.

Concernant l'actualisation annuelle, ELE demande que la mise à jour soit réalisée à des intervalles plus espacés. Permettre aux GRD de réaliser la modification à leur discrétion, tout en déterminant que la puissance de raccordement ne peut être modifiée dans un délai inférieur à un an (afin que le GRD n'abuse pas de son pouvoir), nous semble adapté.

Concernant la mise à disposition par le GRD, cela est cohérent seulement pour les clients ayant directement conclu avec l'opérateur de réseau. Pour les autres utilisateurs disposant d'un contrat unique, une communication réalisée par le fournisseur est plus appropriée étant donné que ce dernier est en charge de la relation client.

## Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

ELE est défavorable à la durée de deux ans proposée pour la distribution, et propose a minima trois ans, notamment pour aligner cette durée sur le N compris dans la formule qui détermine le niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le GRD (voir les arguments exposés à la question 3).

**Question 6 :** Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Concernant l'indemnisation, ELE est favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée sans indemnisation, notamment au vu des arguments énoncés par la CRE dans sa note technique.

Concernant le caractère automatique, ELE estime que ce terme recouvre deux acceptions qu'il convient de détailler.

En premier lieu, ELE est favorable au fait que les utilisateurs du réseau soient notifiés de leur nouvelle puissance de raccordement. Autrement dit, les utilisateurs du réseau concernés ne peuvent pas contester la modification de leur puissance de raccordement.

En second lieu, si le caractère automatique décrit par la CRE induit que les GRD doivent automatiquement modifier la puissance de raccordement de ses usagers dès l'entrée en vigueur de la délibération de la CRE et des textes réglementaires déterminant le champ d'application du mécanisme, alors ELE est défavorable. Nous estimons que l'activation du mécanisme doit être à la discrétion des GRD, afin que ceux-ci, selon la nécessité d'utiliser le dispositif et leurs moyens, puissent décider ou non de le mettre en œuvre. Cette liberté dans l'utilisation du mécanisme est essentielle pour les adhérents d'ELE, afin qu'il soit une capacité donnée à tous les GRD pour mieux gérer leurs infrastructures plutôt qu'il ne devienne un fardeau administratif sans apport pour la collectivité à l'échelle de certains GRD.

## Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

**Question 7 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

ELE estime que le terme « automatique » recouvre deux acceptions qu'il convient de détailler.

En premier lieu, ELE est favorable au fait que les utilisateurs du réseau soient notifiés de leur nouvelle puissance de raccordement. Autrement dit, les utilisateurs du réseau concernés ne peuvent pas contester la modification de leur puissance de raccordement.

En second lieu, si le caractère automatique décrit par la CRE induit que les GRD doivent automatiquement modifier la puissance de raccordement de ses usagers dès l'entrée en vigueur de la délibération de la CRE et des textes réglementaires déterminant le champ d'application du mécanisme, alors ELE est défavorable. Nous estimons que l'activation du mécanisme doit être à la discrétion des GRD, afin que ceux-ci, selon la nécessité d'utiliser le dispositif et leurs moyens, puissent décider ou non de le mettre en œuvre. Cette liberté dans l'utilisation du mécanisme est essentielle pour les adhérents d'ELE, afin qu'il soit une capacité donnée à tous les GRD pour mieux gérer leurs infrastructures plutôt qu'il ne devienne un fardeau administratif sans apport pour la collectivité à l'échelle de certains GRD.

**Question 8 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

ELE est favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation, même lorsque l'utilisateur dont la puissance de raccordement a été modifiée et qu'il a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée. Plusieurs arguments justifient une absence d'indemnisation.

D'abord, nous pensons que cette modalité constituera une opportunité d'inciter à la sobriété, notamment pour les bureaux d'étude qui surdimensionnent les puissances de raccordement et causent un coût pour la collectivité.

Ensuite, les GRD et donc la collectivité supportent des coûts historiques pour garantir la mise à disposition des puissances de raccordement contractuellement définies. Cela est dû au fait, par exemple, que de nombreux clients HTA ont été raccordés avant l'ouverture au marché de l'énergie dans le cadre forfaitaire du ticket vert.

Puis, l'absence d'indemnisation conduirait à une mise en œuvre facilitée du dispositif. Dans le cas contraire, l'existence d'une compensation pourrait mener à une recrudescence de demandes d'augmentation de puissance de raccordement et à la gestion des indemnisations, qui contrediraient l'intérêt de mettre en œuvre le mécanisme.

Enfin, l'absence d'indemnisation est plus lisible pour le client et les GRD.

**Question 9 :** Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Dans la continuité de la réponse à la question 8, et pour les mêmes arguments que ceux avancés précédemment, ELE est défavorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée.

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, ELE est favorable à ce qu'elle soit faible pour limiter son effet négatif sur le mécanisme et que son montant soit forfaitaire pour simplifier sa mise en œuvre.

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, ELE est favorable à ce que ce droit soit déterminé dans le temps.

**Question 11 :** Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?



l'énergie locale, ensemble

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, et qu'un droit à indemnisation était défini dans le temps, nous suggérons plutôt une durée de trois ans, notamment pour aligner cette durée sur le N compris dans la formule qui détermine le niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le GRD (voir les arguments exposés à la question 3).

**Question 12 :** Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, dans l'absolu, il nous semblerait intéressant que la formule permettant de la calculer soit dégressive en fonction de son ancienneté.

Toutefois, d'un point de vue pratique, cette dégressivité est inenvisageable en raison de l'indisponibilité des données pour de nombreux clients. ELE est donc favorable à une formule d'indemnisation simple et forfaitaire.

**Question 13 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

ELE est défavorable en raison des arguments énoncés en réponse à la question 12.

**Question 14 :** Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, ELE est favorable à une formule d'indemnisation simple et forfaitaire telle que celle présentée dans la note technique accompagnant la consultation publique.

**Question 15 :** Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

ELE est favorable à la durée N moy de 25 ans proposée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue.

**Question 16 :** Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, ELE est favorable à une formule d'indemnisation simple et forfaitaire. La formule proposée par la CRE en option 2.2 en fonction des coûts des nouveaux travaux nécessaires remplir cette condition.

**Question 17 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Si une indemnisation devait être admise par la CRE, ELE est favorable au pourcentage de 40 % proposé par la CRE en option 2.2.

**Question 18 :** Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

Ce dispositif est intéressant dans le sens où il incite les consommateurs à précisément identifier leurs besoins et à ne pas capter ou immobiliser des capacités de raccordement qui seraient nécessaires à d'autres utilisateurs.

En ce sens, nous souhaitons attirer l'attention de la CRE sur un phénomène similaire qui se développe pour les producteurs. En effet, les règles d'entrée en file d'attente des producteurs sur le réseau de transport sont assez souples et avantageuses pour le producteur, étant donné l'absence de contrainte sur la maturité des projets (aucune obtention d'autorisation n'est requise) et sur leur localisation. Ainsi, certains producteurs font des demandes de raccordement directement auprès de RTE afin de capter des capacités de raccordement alors même



l'énergie locale, ensemble

que les projets ne sont ni matures, ni clairement localisés. Ils disposent ainsi de capacités de raccordement qu'ils peuvent utiliser pour leurs besoins propres au gré de l'évolution de leur développement sur le territoire ou « commercialiser » à d'autres producteurs dans le cadre de la construction d'un poste source agréant les parcs de plusieurs producteurs. Ces capacités, immobilisées pour des projets peu matures, bloquent l'émergence de projets plus matures et conduisent à ce que des capacités de raccordement au réseau de transport soient maîtrisées par un acteur individuel au lieu d'être équitablement attribuées à l'ensemble des producteurs par le gestionnaire de réseau.

Liste des pièces jointes à la contribution :

ELE - Contribution modification Prac avec introduction et résumé.pdf